

PHASE DCE



Centre de ressources, d'expertise
et de performance sportive
Passion sportive, excellence éducative !

CONSTRUCTION D'UN MUR DE VITESSE CREPS AIX-EN-PROVENCE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT 0 GENERALITES PIECES COMMUNES

MAÎTRISE D'OUVRAGE



Maître d'ouvrage



REGION SUD Provence Alpes Côte d'Azur
27 place Jules Guesde - 13481 Marseille cedex 20



Maître d'ouvrage délégué

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur
62 chemin du Viaduc 13080 Aix-en-Provence
Téléphone : 04.42.93.80.02

MAÎTRISE D'ŒUVRE

	<p>SOLA.I.R. 24 route de Galice 13090 Aix-en-Provence Tél. 04 42 26 41 17 sylvie.siegel@solair-aix.fr</p>
<p>MV architectes</p>	<p>MV ARCHITECTES 125 Av. de Pérouse, 13090 Aix-en-Provence Tél. 04 42 26 83 45 a.car@mvarchitectes.com</p>
	<p>SERENDIP BET Structure 18 traverse Pourrière - 13008 Marseille Tél. 04 84 89 45 76 contact@bet-serendip.com</p>

SOMMAIRE

1.	GENERALITES.....	3
1.1	DEFINITION DE L'OPERATION -LOTS-PLAN-PLANNING	3
1.2	CCTP- REGLEMENTATION-OBLIGATIONS	4
2.	SPECIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS AVANT ET PENDANT EXECUTION	6
2.1	PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES	6
2.2	CONNAISSANCE DES LIEUX.....	7
2.3	DEMARCHES ET AUTORISATIONS	7
2.4	LIAISON ENTRE LES CORPS D'ETAT	7
2.5	ECHANTILLONS.....	7
2.6	REGLES D'EXECUTION GENERALES.....	8
2.7	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX	8
2.8	PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER.....	9
2.9	PROTECTION DU SOL ET DES OUVRAGES	9
2.10	NETTOYAGE DE CHANTIER	10
2.10	REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	10
2.11	DESCRIPTION DES OUVRAGES	10
2.12	LIMITES DES PRESTATIONS.....	10
2.13	ACCES CHANTIER ET PRESENCE AU RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	11
2.14	DOCUMENTS A FOURNIR AVANT EXECUTION	11
2.15	PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS.....	11
2.16	AUTORISATION D'ACCROCHAGE	12
2.17	ECHAFAUDAGE- MOYENS DE LEVAGE.....	12
3.	SPECIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS APRES EXECUTION.....	12
3.1	CONTROLE ET QUALITE DE L'EXECUTION	12
3.2	CONTROLE ET CONFORMITE DES TRAVAUX	12
3.3	DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	12
3.4	DEGRADATIONS	13
3.5	CALENDRIER.....	13

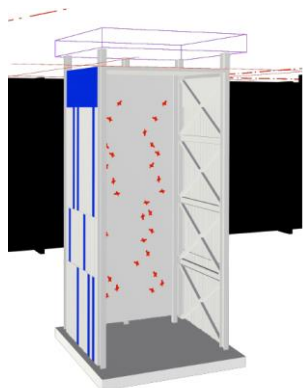
1. GENERALITES

1.1

DEFINITION DE L'OPERATION -LOTS-PLAN-PLANNING

1.1.1. DEFINITION DE L'OPERATION

Le présent projet concerne la création d'un mur extérieur d'escalade de vitesse de compétition internationale au CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR sur son site d'Aix-en-Provence. L'emprise au sol est 57,7 m² et la hauteur du point le plus haut est 16,80 m par rapport au T.N.



1.1.2 CARACTERISTIQUES DU SITE

L'opération est réalisée sur le site du CREPS à Aix-en-Provence, 62 Chemin du Viaduc, Pont de l'Arc. L'accès au chantier se situe Chemin de la Guiramide.



Ce C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son Lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le C.C.T.P. contractuel tels qu'ils sont énumérés ci avant, et notamment les C.C.T.P. de tous les lots.

A ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas, un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le C.C.T.P. contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'œuvre.

1.2.3 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Seront documents contractuels pour l'exécution du présent marché, tous les documents énumérés ci-dessous :

- le CCAG, Norme NFP 03.001 (dernière édition publiée)
- tous les documents D.T.U., qu'ils fassent l'objet d'une Norme ou non, comprenant:
- les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT);
- les cahiers des clauses spéciales (C.C.S.);
- les règles de calcul ;
- les mémentos, guides, instructions, etc.
- tous les autres documents ayant valeur de D.T.U.;
- les Règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste;
- Les règles relatives à la protection des bâtiments d'habitation contre l'incendie (arrêté du 31/01/86).
- tous autres documents rendus obligatoires par les Assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages;
- toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et parfaitement connaître tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par Documents de référence contractuels applicables au présent marché, il faut entendre : tous les fascicules, additifs, modificatifs, erratas, etc., connus à la date précisée au C.C.A.P. ou à défaut celle découlant des clauses du C.C.A.G.

1.2.4 REGLEMENTATION TECHNIQUE EUROPEENNE

- Sauf spécifications contraires au C.C.T.P. ci-après concernant les matériaux de construction titulaires de la marque "C.", la directive 89 / 106 / CEE - Produits de construction, transposée en France par le décret du
- 8.07.92 n° 92.467 n'est pas document contractuel

1.2.5 ORDRE DE PRESEANCE

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du C.C.T.P., les plans et les clauses et prescriptions des D.T.U. ou C.C.T.G. et des normes, ainsi que des autres documents contractuels, ce sont les prescriptions des documents contractuels qui prévaudront.

Les entreprises devront dans ce cas faire des remarques écrites au maître d'oeuvre afin de valider les pièces à appliquer.

Les entreprises ne pourront en aucun cas se prévaloir de ces discordances pour modifier leur prix.

Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions, ainsi que pour les articles "Consistance des Travaux" qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ou mettre à la charge du Maître d'Ouvrage des dépenses comprises dans le prix global forfaitaire, ce sont les clauses des documents particuliers du marché (CCTP) qui prévaudront.

1.2.6 MATERIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION DES DTU/CCTG

Pour les matériaux ou procédés "non traditionnels" ou "innovants" qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis Technique;
- Agréments européens;
- ou, à défaut, règles, cahiers des charges et prescriptions de mise en oeuvre du fabricant.

1.2.7 DOCUMENTS REGLEMENTAIRES A CARACTERE GENERAL

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- R.E.E.F.;
- Code de la construction ;
- réglementation sécurité incendie;
- textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers;
- règlement sanitaire départemental et/ou national;
- textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement;
- textes concernant la limitation des bruits de chantier;
- législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main-d'oeuvre;
- règlements municipaux et/ou de police, relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier;
- tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

1.2.8 SECURITE ET SANTE DES TRAVAILLEURS

Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993

Décret du 26 décembre 1994, du 4 mai 1995 et ceux du 6 mai 1995.

Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur sécurité ou du maître d'oeuvre concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

2. SPECIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS AVANT ET PENDANT EXECUTION

2.1 PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans " comme construit " pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- la remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour

respecter les délais d'exécution ;

- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

2.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux. En effet, la visite est fortement recommandée.

Laurence Voland chargée du présent marché Tél : 06 23 46 94 64

Sylvain Perrin Chef d'Equipe maintenance Tél : 06 19 63 36 46

Les entrepreneurs devront

- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

2.3 DEMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux et au Lot 1 GO d'installer un panneau de chantier.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

2.4 LIAISON ENTRE LES CORPS D'ETAT

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, ou des plans, ou des dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

2.5 ECHANTILLONS

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures visées ci-dessus.

2.6 REGLES D'EXECUTION GENERALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués "non traditionnels" devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

Rappel du règlement de la consultation :

Avant la remise de son offre, le candidat signalera au Maître d'Ouvrage toutes les dispositions qui ne lui apparaîtraient pas en rapport avec les règles de l'art ainsi que :

- Toutes erreurs ou omissions dans le respect des normes en vigueur.
- Toutes prescriptions des chambres syndicales.
- Toutes recommandations techniques des fabricants des matériaux utilisés.

Le Maître d'Ouvrage communiquera alors les dispositions à prendre.

L'exécution devra scrupuleusement respecter les plans 2D et 3D (dwg, dxf ou pdf) approuvés par le Maître d'Ouvrage.

Par la suite, le candidat ne pourra en aucun cas réclamer des suppléments consécutifs à des omissions, erreurs ou imprécisions éventuelles dans les documents graphiques, descriptifs ou quantitatifs.

De plus, le candidat présentera impérativement dans son offre pour chaque fourniture une documentation complète accompagnée des caractéristiques techniques et des procès-verbaux d'essais.

Le degré de qualité préconisé dans les CCTP est un impératif minimum.

2.7 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1^{ère} qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P., le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à "Avis Technique", l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un "Avis Technique"

Pour les produits ayant fait l'objet d'une " Certification " par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un " Certificat de qualification".

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

Ces matériels seront chiffrés en variante et ne pourront être mis en œuvre sans l'approbation du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre. Il conserve cette responsabilité jusqu'à la réception écrite de ses ouvrages par le maître d'ouvrage.

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

2.8 PRISE DE POSSESSION DU CHANTIER

Un état des lieux contradictoire sera effectué après la notification du marché, en présence du Maître d'Ouvrage. En cas de détérioration ou dégradation éventuelle, l'entreprise responsable des éléments dégradés aura à sa charge la remise en état, voire le remplacement, du ou des éléments dégradés.

Les précautions et protections nécessaires des ouvrages et ouvrages périphériques, pour chaque lot, devront être mises en place avant le début des travaux.

2.9 PROTECTION DU SOL ET DES OUVRAGES

2.9.1 PROTECTION DU SOL

Dès son arrivée, le titulaire devra protéger les sols de manière adaptée depuis la porte d'accès, par la mise en place de feuilles de contreplaqué ou tout autre matériau à sa convenance, jusqu'à la zone de travail, ainsi que toute la zone de stockage et de travail définie (comme indiqué ci-avant) en présence du Maître d'Ouvrage, notamment pour l'acheminement des éléments constituant la SAE, ainsi que pour l'utilisation d'une nacelle. Le choix du type de nacelle sera expressément conditionné par les dimensions des accès possibles dans le gymnase.

Quels que soient les engins de levage utilisés par le titulaire, celui-ci devra être en mesure de fournir à n'importe quel moment les autorisations de conduite des personnes chargées de conduire les engins.

2.9.2 PROTECTION DES OUVRAGES DES AUTRES CORPS D'ETAT

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage si minime soit-il. Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

2.9.3 PROTECTION PAR LES ENTREPRENEURS DE LEURS PROPRES OUVRAGES

Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

2.9.4 DEPOT ET RANGEMENT

Après la notification du marché, une zone de stockage et de travail sera déterminée en présence du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire sera tenu de matérialiser cette zone pendant toute la durée du chantier.

2.10 NETTOYAGE DE CHANTIER

Durant la durée du chantier, chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local, ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Seront également à la charge du gros œuvre, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

Tous les frais de nettoyage resteront à la charge de chaque entrepreneur

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage pourra à tout moment faire procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération, ou par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sorties de gravois ; les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause.

2.10 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier et les emplacements mis à disposition remis en état. Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais,
- chaque entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc. réalisés par ses soins en début de chantier.

2.11 DESCRIPTION DES OUVRAGES

La description des ouvrages n'est pas limitative. Tous travaux, décrits ou non, nécessaires pour un parfait achèvement des ouvrages prévus sur plans et au présent C.C.T.P. sont dus, y compris toutes sujétions, plans et C.C.T.P. se complétant.

Tous travaux tels qu'ils sont énumérés dans les différents lots devront répondre pour la qualité et la mise en œuvre aux caractéristiques demandées.

Tous les matériaux n'ayant pas fait l'objet d'un constat de tradition et les éléments d'ouvrages dits de « technique nouvelle » devront posséder un Avis Technique du C.S.T.B. ou avoir fait l'objet d'une enquête spécialisée par un organisme agréé et avoir été accepté par la C.T.P.I.B. (Commission Technique de la Police Individuelle de base).

Dans le cas où cette condition ne serait pas remplie, il sera nécessaire, sous réserve de l'accord du Maître de l'Ouvrage, que l'entreprise concernée fournisse une police d'assurance souscrite spécialement pour l'opération et donnant les mêmes garanties (biennale et décennale) que les polices délivrées par le S.T.A.C. (Service Technique de l'Assurance Construction).

Les ouvrages dans leur totalité seront livrés au Maître de l'Ouvrage prêt à l'occupation immédiate dans tous leurs détails, nettoyages inclus.

2.12 LIMITES DES PRESTATIONS

Les limites de prestations dues par chaque lot seront indiquées dans les Prescriptions particulières du lot intéressé.

Il est toutefois, précisé que chaque entreprise devra se reporter non seulement au C.C.T.P. de son propre corps d'état, mais encore à l'ensemble des corps d'état composant le dossier, afin d'y relever éventuellement certaines prestations dont l'imputation lui reviendrait ou aurait une incidence sur ses

propres travaux.

2.13 ACCES CHANTIER ET PRESENCE AU RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

2.13.1 ACCES CHANTIER

Il est important d'isoler la zone USAGERS CREPS et CHANTIER. Les accès, fermetures/ouvertures de chantier, le nombre de clés nécessaires par entreprise est géré par chaque entrepreneur.

Le candidat, pour rédiger sa réponse, aura préalablement pris connaissance notamment des accès et du parcours pour acheminer les différents composants de la SAE (ossatures, panneaux, etc.) depuis le lieu de déchargement jusqu'au lieu d'installation ; ces informations pouvant déterminer les dimensions maximales des éléments suscités.

2.13.2. PRESENCE AU RV DE CHANTIER

Les entreprises devront être représentées à tous les rendez-vous de chantier. Leur représentant devra être un technicien compétent et responsable, recevant les ordres et prenant les décisions au nom de l'entreprise. Dans le cas de travaux effectués sous la responsabilité d'un ingénieur, structures, fluides etc., sa présence sera exigée à tous les rendez-vous où les travaux de son corps d'état seront évoqués.

2.14 DOCUMENTS A FOURNIR AVANT EXECUTION

- Plan d'installation du chantier, (entreprise du lot concerné)
 - P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité des Personnes et de santé) suivant directives du SPS/PGC si coactivité,
 - Plans d'exécution, d'implantation et de fabrication (conformes à la réglementation, aux normes et D.T.U. en vigueur.
 - Notes de calculs éventuelles des ouvrages (conformes à la réglementation, aux normes et D.T.U. en vigueur).
 - Processus d'exécution.
 - Planning détaillé de ses ouvrages (ce dernier devra être intégralement intégré dans le planning enveloppe établi par le pilote de l'opération)
- Ces plans seront obligatoirement soumis à l'approbation du Maître d'œuvre avant début d'exécution.

Les documents d'exécution des différentes entreprises réalisant des prestations dont les dispositions peuvent avoir une incidence sur :

- la solidité des ouvrages,
- la sécurité des personnes,
- l'isolation phonique et acoustique,
- la ventilation,
- le fonctionnement des installations dans les bâtiments en état d'achèvement etc.... , devront être soumis pour examen et avis au Maître d'œuvre, au B.E.T. concepteur et au Bureau de Contrôle avant tout début d'exécution des ouvrages concernés.

Les documents ayant fait l'objet d'observations devront être modifiés de façon que ceux-ci puissent être approuvés sans réserve.

2.15 PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS

Documents nécessaires à la réalisation des ouvrages

Le titulaire établira d'après les pièces contractuelles, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages.

A cet effet, le titulaire fera sur place tous les relevés nécessaires et sera responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il devra, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents de base fournis par le Maître de l'Ouvrage, il devra le signaler immédiatement par écrit à la maîtrise d'œuvre le cas échéant.

Le titulaire fournira les données permettant d'établir un bilan carbone des travaux réalisés (analyse de cycle de vie, provenance des matériaux, transport, etc.). En cas d'incomplétude, le titulaire s'engage à fournir au maître d'ouvrage les éléments manquants.

Les documents sont rédigés en français.

Approbation du maître d'ouvrage

Les plans, notes de calcul, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence du titulaire seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage et le cas échéant de la maîtrise d'œuvre, celui-ci pouvant également demander la présentation des avant métrés.

Le titulaire ne pourra pas débiter les travaux de pose de la structure sans disposer de l'avis favorable du contrôleur technique et de la maîtrise d'ouvrage sur les plans, calculs, justificatifs et notice technique.

2.16 AUTORISATION D'ACCROCHAGE

Toutes les justifications d'accrochages devront être fournies au Maître d'Ouvrage et au bureau de contrôle.

L'emplacement du pied de la structure d'escalade sera respecté. Toute modification devra faire l'objet d'une demande écrite de la part du titulaire auprès de la maîtrise d'ouvrage.

Le démarrage de la pose de la structure commencera après validation par la maîtrise d'ouvrage de la note de calcul et des plans d'exécution de la structure d'escalade. Ces éléments sont à fournir par le candidat dans le respect du planning fixé.

2.17 ECHAFAUDAGE- MOYENS DE LEVAGE

Chaque entreprise, pendant toute la durée du chantier devra les protections nécessaires au travail en sécurité de son personnel, sécurité individuelle et collective. Les échafaudages, garde-corps, planchers de garantie et autres protections nécessaires à ses travaux, chacune sous sa propre responsabilité pour l'usage qui la concerne.

3. SPECIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS APRES EXECUTION

3.1 CONTROLE ET QUALITE DE L'EXECUTION

Chaque entreprise doit le contrôle de la qualité de tous ses travaux et établira les fiches d'action de qualité sur la demande du maître d'œuvre.

3.2 CONTROLE ET CONFORMITE DES TRAVAUX

Les travaux devront obtenir l'accord de la commission de sécurité dont les éventuelles exigences complémentaires non détaillées ici sont néanmoins comprises dans la prestation de l'entreprise et ce sans variation de prix.

Les travaux seront, par ailleurs, soumis au contrôle d'un bureau de contrôle qualifié aux exigences duquel les entreprises devront répondre et qui sont compris dans leur prestation et ce sans variation de prix.

3.3 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

DOE complet avec les plans d'EXE, la note de calculs, les certificats de contrôle et attestation de conformité selon CCAP et CCTP CCAP pour tous les lots

Plans de recollement, c'est à dire les plans d'exécution modifiés pour être mis, le cas échéant, en conformité avec les ouvrages effectivement exécutés.

Notices de fonctionnement et d'entretien, Certificats d'essais, de contrôles, etc...

Conformément aux normes en vigueur : la documentation technique de la SAE, dont la notice d'utilisation comprenant les exigences spécifiques à la maintenance et au contrôle.

Ces documents seront à fournir en trois exemplaires plus une version informatique, au Maître d'œuvre en fin de travaux ; la responsabilité des entreprises pourra être mise en cause en cas d'incident après extinction de la garantie s'ils n'apportent pas la preuve formelle que des consignes précises ont été fournies.

Aucun décompte définitif ne pourra être approuvé à défaut d'exécution complète de cette obligation.

3.4 DEGRADATIONS

Chaque entrepreneur devra la protection de ses ouvrages jusqu'à réception.

Il sera seul responsable des dégradations et avaries que pourraient éprouver ses propres matériaux pendant la durée des travaux.

En conséquence, jusqu'à la réception, la réparation des dégâts de ses propres ouvrages comme ceux des autres corps d'état qu'entraîneraient les reprises sera exclusivement à sa charge quelle qu'en soit la cause.

3.5 CALENDRIER

Un planning général prévisionnel est donné dans la présente consultation. Le candidat doit en tenir compte dans sa proposition de l'étude jusqu'à la réalisation des travaux. Il sera ajusté avec les prestataires de chaque lot lors de la notification du marché ou de l'ordre de service. Le titulaire respectera le calendrier d'exécution contractuel (voir pénalités articles du CCAP).

Fin du document.

Cachet et signature du candidat :